

Arrêté n° 2024-1587/GNC du 21 août 2024 modifiant l'arrêté n° 2021-199/GNC du 26 janvier 2021 imposant à la Société Le Nickel un suivi de la qualité de l'air ambiant sur son site industriel de Doniambo

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie,

Vu la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 129 du 11 février 2021 fixant le nombre de membres du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération modifiée n° 2021-59D/GNC du 22 juillet 2021 chargeant les membres du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie d'une mission d'animation et de contrôle d'un secteur de l'administration ;

Vu l'arrêté n° 2021-8440/GNC-Pr du 15 juillet 2021 constatant la prise de fonctions des membres du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 2021-8442/GNC-Pr du 15 juillet 2021 constatant la prise de fonctions du président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 2021-8776/GNC-Pr du 15 juillet 2021 constatant la fin de fonctions de M. Samuel Hnepeune et la prise de fonctions de M. Vaimu'a Muliava en qualité de membre du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 2021-8444/GNC-Pr du 22 juillet 2021 constatant la prise de fonctions de la vice-présidente du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 2022-20876/GNC-Pr du 15 décembre 2022 constatant la fin de fonctions de M. Joseph Manauté et la prise de fonctions de M. Jérémie Katidjo-Monnier en qualité de membre du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 2021-197/GNC du 26 janvier 2021 pris en application de la délibération modifiée n° 219 du 11 janvier 2017 relative à l'amélioration de la qualité de l'air ambiant ;

Vu l'arrêté n° 2021-199/GNC du 26 janvier 2021, modifié le 25 janvier 2023, imposant à la société Le Nickel un suivi de la qualité de l'air ambiant sur son site industriel de Doniambo ;

Vu la demande de la société Le Nickel en date du 22 juillet 2024 relative à l'adaptation des conditions de basculement en fioul à très basse teneur en soufre sur la Centrale Accostée Temporaire ;

Considérant les conséquences des troubles graves à l'ordre public que connaît la Nouvelle Calédonie depuis le 13 mai 2024 et leurs conséquences sur l'activité de l'usine de Doniambo ;

Considérant que la baisse prolongée du niveau de puissance de la Centrale Accostée Temporaire ouvre la possibilité d'assouplir temporairement certaines prescriptions fixées à l'arrêté n° 2021-199/GNC du 26 janvier 2021 précité sans dégrader de manière notable la qualité de l'air ambiant dans la zone d'influence du site industriel de Doniambo ;

Considérant toutefois que les conséquences de cet assouplissement doivent faire l'objet d'une surveillance attentive et d'une évaluation dans un délai de 3 mois après leur entrée en vigueur,

Arrête :

Article 1^{er} : Le 2° de l'article 7 de l'arrêté n° 2021-199/GNC du 26 janvier 2021 susvisé est remplacé par les dispositions suivantes :

“2° Sans préjudice des dispositions prévues au 1°, l'entreprise alimente les unités de production d'énergie (centrale accostée temporaire) en fioul à très basse teneur en soufre ($\leq 0,7$ %) lorsque les deux conditions suivantes sont remplies :

- a) la vitesse du vent est comprise entre 3 m/s et 11 m/s ;*
- b) la direction du vent est comprise entre 120° et 20°.*

L'entreprise est toutefois exonérée jusqu'au 31 octobre 2024 inclus de l'application des dispositions du 2° ci-dessus si la puissance électrique produite par l'ensemble des moteurs électrogènes en fonctionnement est inférieure à 120 MWe. Cette exemption peut être pérennisée au-delà du 1^{er} novembre 2024, après avis du service instructeur rendu à l'appui d'un bilan de retour d'expérience sur la période.

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée, transmis au haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

*Le président du gouvernement
de la Nouvelle-Calédonie,
LOUIS MAPOU*

*Le membre du gouvernement
chargé du budget, des finances, de la santé,
des politiques sanitaire et de la solidarité,
du suivi des comptes sociaux et du plan Do Kamo,
porte-parole,
YANNICK SLAMET*

*Le membre du gouvernement
chargé du développement durable,
de l'environnement, de la transition
écologique, de la gestion et de la valorisation
du parc naturel de la mer de Corail, du plan
d'atténuation et d'adaptation aux effets
du changement climatique, de la politique
de l'eau et de la transition alimentaire,
JÉRÉMIE KATIDJO-MONNIER*

Arrêté n° 2024-1589/GNC du 21 août 2024 portant autorisation de la demande d'autorisation d'exploiter une centrale photovoltaïque en autoconsommation du village de vacances IGESA, sur la commune de l'île des Pins

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie,

Vu la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération modifiée n° 195 du 5 mars 2012 relative au système électrique de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 129 du 11 février 2021 fixant le nombre de membres du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération modifiée n° 2021-59D/GNC du 22 juillet 2021 chargeant les membres du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie d'une mission d'animation et de contrôle d'un secteur de l'administration ;

Vu l'arrêté n° 2021-8440/GNC-Pr du 15 juillet 2021 constatant la prise de fonctions des membres du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 2021-8442/GNC-Pr du 15 juillet 2021 constatant la prise de fonctions du président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 2021-8776/GNC-Pr du 15 juillet 2021 constatant la fin de fonctions de M. Samuel Hnepeune et la prise de fonctions de M. Vaimu'a Muliava en qualité de membre du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 2021-8444/GNC-Pr du 22 juillet 2021 constatant la prise de fonctions de la vice-présidente du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 2022-20876/GNC-Pr du 15 décembre 2022 constatant la fin de fonctions de M. Joseph Manauté et la prise de fonctions de M. Jérémie Katidjo-Monnier en qualité de membre du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté modifié n° 2012-1283/GNC du 5 juin 2012 relatif à l'autorisation d'exploiter les installations de production électrique ;

Vu l'arrêté modifié n° 2016-1931/GNC du 13 septembre 2016 relatif à la programmation pluriannuelle des investissements de production électrique de la Nouvelle-Calédonie sur la période 2016 à 2030 ;

Vu l'arrêté n° 2020-2215/GNC du 29 décembre 2020 fixant les conditions d'achat de l'électricité produite par les installations implantées sur bâtiment utilisant l'énergie solaire photovoltaïque ;

Vu la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 13 décembre 2023 par la société Acro'bat Sol'air pour le compte du village de vacances de l'IGESA,

Arrête :

Article 1^{er} : Conformément à l'arrêté modifié n° 2012-1283/GNC du 5 juin 2012 susvisé, l'IGESA est autorisée à exploiter une centrale photovoltaïque de 92,4 kWc, située au village de vacances de l'IGESA, Kuto sur la commune de l'île des Pins.

Article 2 : Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée, transmis au haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

*Le président du gouvernement
de la Nouvelle-Calédonie,*
LOUIS MAPOU

*Le membre du gouvernement
chargé de l'économie, du commerce extérieur,
de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche,
de la production, du transport et de la réglementation
de la distribution d'énergie électrique
et des relations avec les provinces,*
ADOLPHE DIGOUE

*Le membre du gouvernement
chargé de l'économie numérique,
de l'économie de la mer, de la transition
énergétique et du développement des énergies
renouvelables, du dialogue social
et du suivi des zones franches,*
CHRISTOPHER GYGES

**Arrêté n° 2024-1599/GNC du 21 août 2024 portant
agrément en qualité d'expert-comptable (M. Léonard Kupelie)**

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie,

Vu la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la loi modifiée n° 99-210 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération modifiée n° 081/CP du 16 avril 2002 portant réglementation de la profession d'expert-comptable et de comptable libéral en Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération n° 129 du 11 février 2021 fixant le nombre de membres du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la délibération modifiée n° 2021-59D/GNC du 22 juillet 2021 chargeant les membres du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie d'une mission d'animation et de contrôle d'un secteur de l'administration ;

Vu l'arrêté n° 2021-8440/GNC-Pr du 15 juillet 2021 constatant la prise de fonctions des membres du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 2021-8442/GNC-Pr du 15 juillet 2021 constatant la prise de fonctions du président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 2021-8776/GNC-Pr du 15 juillet 2021 constatant la fin de fonctions de M. Samuel Hnepeune et la prise de fonctions de M. Vaimu'a Muliava en qualité de membre du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 2021-8444/GNC-Pr du 22 juillet 2021 constatant la prise de fonctions de la vice-présidente du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu l'arrêté n° 2022-20876/GNC-Pr du 15 décembre 2022 constatant la fin de fonctions de M. Joseph Manauté et la prise de fonctions de M. Jérémie Katidjo-Monnier en qualité de membre du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie ;

Vu la demande présentée par M. Léonard Kupelie en date du 14 juillet 2024 ;

Vu l'avis favorable de l'ordre des experts-comptables et des comptables libéraux agréés de Nouvelle-Calédonie émis le 31 juillet 2024,

Arrête :

Article 1^{er} : Conformément à la délibération modifiée n° 081/CP du 16 avril 2002 susvisée, M. Léonard Kupelie est agréé en qualité d'expert-comptable.

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à l'intéressé, transmis au haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie et publié au *Journal officiel* de la Nouvelle-Calédonie.

*Le président du gouvernement
de la Nouvelle-Calédonie,*
LOUIS MAPOU

*Le membre du gouvernement
chargé des politiques de développement,
de l'aménagement et de la cohésion du territoire
des contrats de développement et du suivi
des grands projets, de l'assurance, du droit civil,
du droit commercial et des questions monétaires,
de la francophonie en lien avec le président,
de l'audiovisuel et des relations avec les
communes de la Nouvelle-Calédonie,*
YOANN LECOURIEUX

**Arrêté n° 2024-1601/GNC du 21 août 2024 portant
délimitation transversale du domaine public maritime à
l'embouchure de la rivière Wayawetch, sur la commune de
Ouégoa**

Le gouvernement de la Nouvelle-Calédonie,

Vu la loi organique modifiée n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie ;